

LeVerbe

PARDON.

Le long chemin
de réconciliation
entre l'Église et les
peuples autochtones





Quand les anciens sont à l'avant-garde

Les troubles du spectre de l'autisme touchent aujourd'hui un enfant sur 50 au Canada. Et les enfants des communautés autochtones n'échappent pas à ces statistiques.

La société occidentale a toutefois tendance à favoriser d'abord la thérapie, puis l'acceptation de la condition des personnes atteintes, alors que, dans les cultures autochtones, on se concentre surtout sur l'acceptation et l'intégration de ces personnes.

Ces différentes façons de faire sont au cœur d'un projet de cercle d'échange autochtone sur l'autisme, mis sur pied en Alberta depuis peu. Le groupe est composé de membres des Premières Nations et de Métis, de même que de membres des milieux urbains et ruraux qui ont eux-mêmes un TSA ou qui ont un proche ayant reçu ce diagnostic. Il se réunit chaque mois pour discuter des stratégies en place et de celles à instaurer pour favoriser l'inclusion de ces personnes dans les communautés dont elles sont issues et dans le reste de la société.

Cette initiative met en lumière la compréhension de ce trouble neurodéveloppemental qu'avaient déjà les anciens des diverses communautés autochtones, qui reconnaissaient avec respect « le caractère unique » des personnes atteintes.



Circle of Voices : se retrouver sur la scène

L'adolescence est une période critique dans le développement de l'identité. Chez les jeunes issus des communautés autochtones, cette quête est double, puisqu'ils doivent également définir leur identité culturelle.

Pour répondre à ce double défi que les jeunes doivent affronter, le Théâtre Gordon Tootoosis Nīkānīwin de Saskatoon leur offre un programme de théâtre. Non seulement le programme nommé *Circle of Voices* assure une formation théâtrale de qualité, mais on y promeut également les différentes cultures autochtones, plusieurs artistes autochtones locaux participant au projet éducatif.

Circle of Voices est offert aux jeunes âgés de 16 à 25 ans et leur assure un lieu d'expression artistique et culturelle riche, où ils sont aussi soutenus spirituellement.

Ce programme démontre l'importance des liens entre culture, identité et développement artistique, et il se démarque par sa pertinence.

+ gtnt.ca



Une maison sans condition

La Maison PaQ (Projets autochtones du Québec) de Montréal ouvrira bientôt 18 chambres grâce au financement de différents paliers de gouvernement.

La mission de l'organisme est essentiellement de venir en aide aux personnes autochtones qui vivent en situation d'itinérance dans la métropole. Le but est d'offrir non seulement un logement temporaire, mais également une place permanente à qui le désire.

La Maison PaQ, installée dans un ancien hôtel, sera réaménagée sous peu afin d'adapter les lieux, entre autres, à l'accueil de personnes à mobilité réduite. L'inclusion étant au cœur des valeurs de l'organisme, on y acceptera des personnes souffrant de dépendances diverses et de problèmes de santé mentale. Les portes y seront ouvertes aux autochtones itinérants qui se font refuser l'hébergement ailleurs, faute de problématiques trop importantes. Deux intervenants seront d'ailleurs sur place en permanence pour offrir le soutien nécessaire aux usagers.

Un projet d'inclusion qui place la personne dans toute sa complexité au centre des services offerts.

LA SEULE CONQUÊTE QUI VAILLE

Antoine Malenfant

antoine.malenfant@le-verbe.com

Lors de la première Pentecôte, les apôtres de Jésus sont sortis sur la place publique et se sont mis à prêcher à une foule particulièrement diversifiée. Or, «chacun d'eux entendait dans son propre dialecte ceux qui parlaient» (Ac 2,6). Ce jour-là naissait l'Église, dans un élan vers l'universel, porteuse d'un message qui se raconte dans tous les langages, qui se reçoit dans toutes les cultures.

Quelques siècles plus tard, des missionnaires sont venus évangéliser le «Nouveau Monde». Leurs actes et leurs attitudes témoignaient alors d'un réel respect envers le mystère de l'autre. Ils apprenaient les langues de leurs interlocuteurs, s'intéressaient à leurs coutumes, parcouraient des centaines de kilomètres pour aller à leur rencontre. Tout cela pour leur annoncer une Bonne Nouvelle qui change la vie, pour l'annoncer avec la seule puissance de la charité.

Il n'aura fallu que quelques générations et un souffle impérialiste à la colonisation pour que des hommes et des femmes se mettent à croire que l'évangélisation pouvait se faire sur le mode industriel d'un pensionnat, voué à l'assimilation culturelle des premiers peuples. Ainsi a-t-on oublié que la seule conquête qui vaille, c'est celle qui fait de l'autre un ami et un frère.

*

Un système étatique, reflet d'une modernité en forme de rouleau compresseur, de machine à homogénéiser, s'était donné pour objectif de «tuer l'Indien dans l'enfant». Pour y parvenir, il s'est appuyé sur une institution habituée à s'adresser «à toutes les nations»: l'Église.

Bien sûr, de nombreux enfants autochtones seraient probablement morts de faim ou de manque de soins s'ils étaient restés dans leurs familles. Bien sûr, des centaines d'hommes et de femmes, entrés en religion par amour de Dieu, ont pris soin de ces

enfants du mieux qu'ils ont pu. On imagine bien que le clergé de l'époque devait commencer à voir son influence décliner pour accepter ainsi de jouer aux hommes de main, de collaborer à un projet qui avait tout d'une contrefaçon de civilisation.

Ça, ce sont les excuses.

Maintenant, le pardon.

Si l'Église se plaît à être solidaire dans le bien qu'elle procure à l'humanité – nous sommes bien fiers de partager la même foi que l'abbé Pierre ou Mère Teresa –, les fidèles, le clergé, le pape sont aussi, en quelque sorte, «liés» dans le mal commis. Même lorsque la culpabilité des fautes semble personnelle, toute l'Église se trouve responsable, dans le sens étymologique qu'elle doit être «prête à répondre» de ce mal.

Si les chrétiens demandent pardon pour des fautes dont ils ne sont pas coupables personnellement, c'est qu'ils croient que l'Église est un corps qui transcende le temps et l'espace.

*

Dans son message aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis qui l'ont visité ce printemps, le pape affirmait, à juste titre: «Un processus de réhabilitation efficace nécessite des actions concrètes. Dans un esprit de fraternité, j'encourage les évêques et les catholiques à continuer d'avancer vers une recherche transparente de la vérité et à promouvoir la guérison des blessures et la réconciliation.»

Ce magazine n'aborde pas tous les enjeux, ne soulève pas toutes les pierres, ne plonge pas dans toutes les blessures. Mais, à la hauteur de nos moyens, nous avons voulu contribuer à cette démarche, cette «action concrète» dont parle le pape François, c'est-à-dire, pour nous, aller à la rencontre des membres des Premières Nations, écouter leurs histoires et les rapporter sans artifices. ■



Rédacteur en chef pour Le Verbe médias et animateur de l'émission *On n'est pas du monde*, **Antoine Malenfant** est diplômé en sociologie et en langues modernes. Il carbure aux rencontres fortuites, aux affrontements idéologiques et aux récits bien ficelés.

PORTRAIT

Les jupes de sa mère

MONIQUE A. PAPATIE,
SURVIVANTE DES PENSIONNATS

Brigitte Bédard
brigitte.bedard@le-verbe.com

Petite valise toute neuve à la main, Monique avait cinq ans quand elle est montée dans l'autobus pour le pensionnat autochtone de Saint-Marc-de-Figuery, pas très loin d'Amos¹. Son oncle lui avait aussi acheté une belle paire de chaussures, des chaussettes et un gilet. Sa maman lui avait même confectionné, pour l'occasion, une magnifique jupe traditionnelle.

Cet automne-là serait différent de tous les autres. Monique, comme tous les enfants de la communauté de Kitcisakik, ne retournerait pas en forêt pour l'hiver.

DE NOMADE À SÉDENTAIRE

Âgée de 69 ans, Monique A. Papatie se souvient d'avoir beaucoup pleuré à son arrivée. «Ce qui m'a marqué le plus, c'est quand les religieuses m'ont enlevé mes vêtements. On me les a rendus à la fin de l'année, mais ils étaient trop petits... Elles auraient pu au moins me laisser ma jupe, mais on ne pouvait pas, on devait porter l'uniforme. On nous a coupé les cheveux courts, comme des garçons²», raconte-t-elle, avec sa voix toujours si douce.

La petite nomade anishnabe³ devait devenir sédentaire et passer ses journées entre quatre murs. Elle était pourtant née en forêt, et dans une tente en plus! Une tente style prospecteur, doublée, faite pour l'hiver, pas plus grande que trois mètres sur quatre, avec une ouverture pour le chauffage. Son père, Louis Eusèbe Anichinapéo, chauffait au bois. Pour se protéger du froid, on isolait le tour de la tente avec de la mousse ramassée à l'automne. Puis, il fallait

tapisser l'intérieur avec du sapinage. Ça sentait bon.

La famille trappait et chassait tout l'hiver. Dès sa naissance, Suzanne, sa maman, la gardait au chaud dans son *tikinagan* (porte-bébés en bois) jusqu'à l'âge d'un an: c'est la coutume algonquine depuis toujours. Pour laisser Suzanne travailler à dépecer les castors, son père la prenait avec lui dehors, au froid, et elle le regardait travailler. «Les bébés prenaient des forces et s'habituait au froid. On mangeait de la viande sauvage chaque jour. Quand il ne restait plus de lait, ma mère nous préparait le bouillon d'orignal», explique Monique, qui répond avec patience à toutes nos petites questions.

«Tout ce que je te raconte là, c'est ma mère qui me l'a dit. Moi, je ne savais plus rien de ma manière de vivre autochtone. C'est elle qui m'a tout appris, bien plus tard, après que j'ai fait la paix avec elle, mon passé, les religieuses et le reste.»

À la fin de sa première année au pensionnat, à l'été 1957, de retour à la presqu'île du Grand lac Victoria, à Kitcisakik, petit village où la communauté anishnabe se regroupe pour passer l'été, la petite Monique cherche son papa du regard. Elle apprend qu'il «est retourné au Ciel avec son Créateur». Il était décédé durant l'année, mais les autorités avaient refusé de lui transmettre la nouvelle...

Monique retrouve alors un peu sa vie anishnabe. On ne chassait plus ni ne trappait; l'été, c'était la pêche. La plupart des familles possédaient leur propre filet. L'orignal était rare, mais si une famille en avait, elle le partageait avec les autres.

À la fin de l'été, il faut retourner au pensionnat. Cette fois, sa petite sœur Marie l'accompagne. «Je ne voulais pas y retourner, raconte Monique. Je me suis sauvée dans les bois avec ma valise, mais mon oncle m'a rattrapée et m'a remise dans l'autobus.

— Et ta petite sœur?

— Ah! Ce jour-là, ça me fait encore mal. L'autobus roulait et ma petite sœur pleurait en répétant: «*Djodjo! Djodjo!*» («maman» en anishnabe). Je l'entends encore...»

SURVIE EN FORÊT

Quand on dit que Monique est une des « survivantes » des pensionnats autochtones, le mot n'est pas trop fort. Le chemin que cette femme a dû parcourir, à l'image de milliers d'autres autochtones, est digne de la survie.

Il y a d'abord eu la colère et l'incompréhension des enfants envers leurs propres parents⁴. Monique, comme tous les enfants du monde, aurait souhaité que ses parents agissent autrement, qu'ils se battent pour elle.

Ce n'est que bien plus tard, alors que la vérité sortait au compte-gouttes, qu'on a compris que les parents ne pouvaient rien faire. «Le gouvernement canadien s'était allié certains chefs pour convaincre les autres de l'importance de l'éducation. Les chefs ont dit oui à l'éducation, c'était bon, mais aucun n'avait prévu que ce serait des «écoles de réforme». Ils ont été trompés, autant que les religieux qui ont accepté de diriger les écoles», nous explique sœur Renelle Lasalle, s.s.c.j.m., qui a été missionnaire à Kitcisakik et au Lac-Simon pendant douze ans.

Dès 1933, des agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avaient été nommés «agents de surveillance» par la *Loi sur les indiens*, pour pouvoir contraindre les enfants à fréquenter les pensionnats et y ramener les fugueurs⁵. Après l'ouverture du Pensionnat Saint-Marc, la GRC

1. En 2003, il est devenu un lieu de recueillement pour les survivants et leurs descendants. Le pensionnat accueillait annuellement jusqu'à 200 enfants anishnabek (Algonquins) et atikamekw des alentours.

2. Pour la majorité des communautés autochtones, se faire couper les cheveux signifiait «ta mère est morte». On peut imaginer le traumatisme...

3. Anishnabe ou Anicinabe, au pluriel Anishnabek ou anicinabek. Le c se prononce *ch*.

4. Le grand chef cri Abel Bosum, lui-même élève du pensionnat anglican de La Tuque, dit avoir longtemps ressenti de la colère contre sa mère qui permettait qu'il soit «enlevé et maltraité pendant 11 mois de l'année». *La Presse*, 14 juin 2021.

5. Depuis 1973, la GRC a créé plusieurs programmes pour la réconciliation avec les Autochtones. En 2004, le commissaire Giuliano Zaccardelli a présenté des excuses publiques pour le rôle de la GRC dans le régime des pensionnats.



venait en bateau et en avion pour prendre les enfants.

«Des parents se sauvaient dans les bois avec leurs enfants, poursuit Monique. C'était difficile pour la police de prendre les enfants dans la forêt, mais comme le curé connaissait tous les enfants, c'était facile de savoir qui manquait... Nous, on était restés à Kitchisakik. Ça a été facile de nous prendre.»

Le gouvernement promettait un chèque de 8 \$ par mois par enfant. L'argent a pris trois ans à venir. Devenue veuve, Suzanne, la mère de Monique, devait assumer seule la subsistance de sa famille. Elle offrait des services ménagers en échange de farine et de pommes de terre et fabriquait des mocassins pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. Pendant deux ans, elle a travaillé dans un poulailler aux États-Unis. Elle se consolait en se disant qu'au moins, ses filles étaient au chaud et mangeaient tous les jours.

Au pensionnat, la langue anishnabe était interdite; on la parlait en cachette pendant la récréation. Quand une sœur venait à passer, on se mettait au français. «Quand une sœur me parlait, je la regardais sans rien dire, se rappelle Monique. Je ne comprenais rien. C'est ma cousine

qui m'a aidée. J'étais très malade la première année; je ne mangeais pas, ma mère me manquait. Grâce à ma cousine, j'ai retrouvé le goût de vivre, et l'appétit.»

Les sœurs surveillaient tout. «De vraies gendarmes! me lance Monique en riant. Elles surveillaient si on avait tout mangé, si on avait mis nos bottes, si on avait brossé nos dents (en nous ouvrant tout grand la bouche). Elles restaient plantées à la porte des

lavabos pour voir si on se lavait bien... Jamais de câlins, jamais de tendresse... Il y en a eu, des sœurs gentilles, mais ces sœurs-là, elles étaient vite renvoyées.»

Monsieur Garon, le concierge, lui était venu en aide. «J'avais trop faim, alors j'avais volé du pain. J'avais été punie à rester trois heures à genoux dans le corridor sans dormir. Si on s'endormait, on devait reprendre nos heures manquées le lendemain. Je m'étais endormie, et monsieur Garon m'avait dit: "Eh! Remets-toi à genoux! Si la sœur te voit couchée, ce ne sera pas drôle pour toi!"»

Les enfants goutaient à la règle régulièrement. Pas Monique, mais les autres, très souvent. On n'a pas besoin d'avoir subi une maltraitance pour être traumatisé; il suffit d'en avoir été témoin.

LA PAIX D'UNE BRAVE

Si Monique n'avait pas placé le pardon au cœur de son cheminement, elle le dit elle-même, elle n'aurait pas survécu.

À la fin du primaire, Monique et Marie décident de poursuivre leurs études au secondaire à Amos. «Ma mère nous a encouragées, car elle ne voulait pas qu'on finisse comme elle, dans la misère. De fait, nous sommes devenues enseignantes! Nous avons été placées en famille d'accueil, chez madame Rioux, une Québécoise, très gentille. J'ai aimé ma famille d'accueil. On avait le haut de la maison pour nous toutes seules, avec deux autres autochtones qui venaient des environs.»

Après ses études au Collège Manitou à La Macaza, puis à l'université de Chicoutimi, Monique épouse Éloi Papatie et le couple s'installe au Lac-Simon. Alors qu'ils roulent en voiture, survient un accident. Le couple s'en sort indemne, mais le bébé que Monique portait ne survit pas. Ils n'ont jamais pu avoir d'autres enfants. Éloi, soudainement, tombe malade. Diagnostic: cancer des os.

Monique enseignait à l'école primaire du Lac-Simon le jour et prenait soin de son

mari la nuit. «Il souffrait le martyr. La nuit, je marchais un peu avec lui dans la maison; ça le soulageait. J'arrivais en retard à l'école, la direction me tombait dessus, je dormais sur mon bureau. J'avais 25 ans! Comment j'ai fait? J'ai pu surmonter tout ça parce qu'il y avait quelqu'un qui marchait avec moi... À cette époque, j'avais peu de foi, mais Dieu était là quand même! Souvent, je témoigne de ça au gens découragés par la maladie dans leur famille.»

À la mort d'Éloi, après neuf ans de mariage, Monique se jette à corps perdu dans l'alcool. La mort de son mari, «c'était la fin du monde». Elle buvait du vendredi soir jusqu'au dimanche après-midi, mais le lundi matin, elle était au travail.

C'est alors qu'elle fait une journée de ressourcement à Rouyn-Noranda. «J'ai prié Kateri Tekakwitha de tout mon cœur. À la confession, j'ai raconté au prêtre pendant 30 minutes tout ce que je faisais de pas correct! Il m'a touché au front en priant, et pow! je suis tombée par terre! J'ai senti la présence de Dieu. Extraordinaire! J'ai été en thérapie, j'ai cessé de boire, et j'ai commencé à prier beaucoup.»

Un chemin de réconciliation s'ouvrait pour Monique, d'abord avec sa mère à qui elle devait pardonner de l'avoir envoyée au pensionnat. «Ma mère n'a jamais critiqué personne. Elle m'a expliqué comment les choses se sont passées. Je comprenais mieux. Elle m'a appris à pardonner. Elle disait: "Au moment de la mort, les agresseurs vont tous se retrouver devant le même Créateur que moi." Tout ça m'a ouverte au pardon.»

RETOUR AUX SOURCES

À 50 ans, Monique voulait aller plus loin. Elle décide de prendre sa retraite et de partir vivre en forêt avec sa mère pendant un an.

«Je voulais vivre ce que ma mère avait vécu. Elle m'a tout appris sur ma culture autochtone: comment dépecer le castor,



A vertical orange-tinted photograph on the left side of the page shows a woman, Monique, from the chest up. She is looking towards the camera with a slight smile. She has dark hair and is wearing a light-colored top. The background of the photo is blurred, showing what appears to be a forest or outdoor setting.

Ma mère m'a tout appris sur ma culture autochtone : comment dépecer le castor, plumer les perdrix, poser des collets ; toutes des connaissances que j'avais perdues en allant au pensionnat.

plumer les perdrix, faire le bouillon d'original, reconnaître les vertus des plantes médicinales, poser les collets ; toutes les connaissances que j'avais perdues en allant au pensionnat. J'ai adoré vivre cette expérience. Ça m'a revalorisée.»

Après la mort de sa mère, Monique améliore ses connaissances avec sa belle-sœur Mani, toujours en forêt. Sa vie ? C'était parcourir la forêt en motoneige pour poser ses pièges, trapper le castor, le rat musqué, le vison, le lièvre, le renard et le lynx, et laver son linge avec de la neige fondue.

En 2008, le conseil de bande du Lac-Simon lui demande d'enseigner aux enfants en forêt. Avec joie, elle les y entraîne une journée par semaine : botanique, pain banique, raquettes, pose de collets, chasse, sirop et tire d'érable. «En vivant au village, on perd tout ça, explique Monique. Je ne peux plus faire ça à mon âge. Ce sont les jeunes qui enseignent maintenant.»

Mais même si elle n'a plus la forme pour ces ateliers de transmission, l'énergie ne semble pas manquer pour s'engager autrement dans sa communauté. Après le départ des Oblats en 2011, les prêtres de Val-d'Or avaient pris la relève du ministère, mais

depuis deux ans (et une pandémie), les prêtres ne sont plus disponibles ; ils viennent sur demande pour les baptêmes, les funérailles et les mariages. C'est donc Monique qui a pris en charge la vie de foi de sa communauté.

Chaque été, elle se rend au Grand lac Victoria comme animatrice de pastorale, mandatée par l'évêque de Rouyn-Noranda. Elle anime la prière dans la petite église Sainte-Clotilde⁶. L'église se remplit de catholiques «traditionnels» et de pentecôtistes. «On a un grand respect pour les aînés catholiques ; on ne jouera pas le tambour dans l'église. Le son du tambour doit résonner dans tout l'univers, par respect pour notre Créateur et sa Création.»

Malgré le contre témoignage odieux des prêtres et des religieuses de l'époque, Monique croit toujours. «La prière, la foi, ça vient de ma grand-mère. C'était là avant le pensionnat. On se mettait à genoux en famille tous les jours pour prier. Mon père chantait des cantiques à l'église, et il enseignait l'Évangile. Il nous racontait la vie de Jésus.»

6. Le bâtiment religieux le plus ancien d'Abitibi-Témiscamingue, l'une des rares églises de mission du 19^e siècle qui soit toujours utilisée pour le culte.

IDENTITÉ ET RÉCONCILIATION

En partageant son histoire et en se réappropriant son identité, avec l'aide des anciens anishnabek, Monique a une réflexion apaisée. En 2013, à Val-d'Or, quand elle a témoigné pour la Commission Vérité et Réconciliation, elle a tenu à le faire en compagnie de sœur Renelle Lasalle, devenue une vraie amie. Elle voulait montrer que les sœurs, les religieux, les *tigoji* (hommes blancs), ne sont pas tous également responsables. «Il faut faire la différence, dit-elle. Ce n'est pas sœur Renelle qui m'a fait du mal ; ce sont d'autres religieuses. Les anciens le répètent : de la maltraitance, il y en avait partout. Bien des petits enfants blancs, placés dans des hôpitaux ou des pensionnats, ont subi des sévices et sont même disparus.»

Quand on brûlait les églises au Canada au printemps 2021, en réaction à la découverte d'images radar suggérant la présence de 215 corps d'enfants sur les terrains du pensionnat de Kamloops en Colombie-Britannique, un jeune de Lac-Simon en colère a voulu brûler l'église, lui aussi. «Les chefs ont expliqué que ce n'était pas "l'Église" le problème, et que ça faisait très longtemps tout ça, que les temps avaient changé, que la vengeance empirait les choses.»

Monique est retournée sur les lieux du pensionnat. À genoux, elle a prié pour que Dieu accorde son pardon à tous, sans exception.

Elle vit au jour le jour, au gré des saisons, dans sa maison du Lac-Simon. Les fins de semaine, elle va dormir en forêt dans son camp de bois rond. Elle se passionne pour la couture. Elle y met tout son cœur.

Monique confectionne de magnifiques jupes traditionnelles. ■

Kateri Tekakwitha

1656-1680



La courte vie de Kateri Tekakwitha débute de façon dramatique, alors que son frère et ses parents – sa mère algonquienne et son père mohawk – sont décimés par la petite vérole. Elle-même, âgée de quatre ans, survit à la maladie, mais en reste dévisagée et pratiquement aveugle.

Sa parenté la prend sous son aile, alors qu'elle ressent rapidement un désir de s'émanciper, de vivre les choses à sa manière, malgré les objections des gens

de son village. C'est ainsi qu'à l'âge de 18 ans, après une rencontre marquante avec un prêtre jésuite, elle demande à recevoir le baptême. Prenant dès lors la vie au sérieux et manifestant une volonté qui lui est propre, elle s'attire la colère et les menaces de son clan en n'acceptant de se marier à aucun des hommes choisis pour elle.

Elle quitte par la suite sa communauté dans l'État de New York pour rejoindre un village mohawk situé au Québec, où elle consacre les quatre

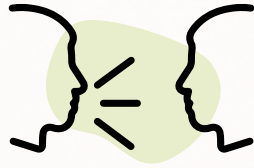
dernières années de sa vie à enseigner aux enfants, à s'occuper des malades et des personnes seules, ayant comme désir d'offrir sa vie à ceux qui en ont besoin.

Elle meurt en 1680, à 24 ans, de la tuberculose. Sa foi et sa détermination auront donné un sens nouveau et complet à sa vie, lui permettant d'édifier celle de nombreuses personnes. ■

Plus de

**60 LANGUES
AUTOCHTONES**

parlées au Canada



En 2016, la population
canadienne comptait

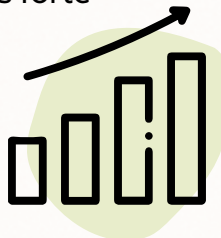
**1,67 MILLION
DE PERSONNES**

qui se sont identifiées
comme des autochtones.



La population autochtone
du Canada a
augmenté de **42,5 %**
entre 2006 et 2016.

Il s'agit du groupe ayant
connu la plus forte
croissance.



1/5 DES AUTOCHTONES

vivaient dans un logement nécessitant des réparations
majeures en 2016. Au Québec, cette proportion était
trois fois moindre chez les non-autochtones.



25 386 \$

c'est le revenu médian après
impôt des autochtones
au Québec.

Il est de 29 632 \$
pour les allochtones.

1999 c'est
l'année

où les Inuits
obtiennent
officiellement
l'autonomie
territoriale du
Nunavut.



44 % des membres
des Premières nations
étaient âgés de moins
de 25 ans en 2016,
faisant d'eux

**LA POPULATION
LA PLUS JEUNE
AU PAYS.**



38 COMMUNAUTÉS

autochtones n'avaient toujours
pas accès à l'eau potable
au pays en 2021.



TÉMOIGNAGES

« Il y en a plein, ici, des crucifiés »

INNUES ET FEMMES DE FOI

Texte de Frédérique Bérubé

frederique.berube@le-verbe.com

Photos de Raphaël de Champlain

Deux femmes innues au passé douloureux. Deux femmes avec un point en commun : leurs combats ne les ont pas éloignées, mais rapprochées de Dieu. Sur la Côte-Nord, nous avons rencontré Laurette Grégoire et Brigitte André. Voici leur témoignage.



Née à Uashat, une réserve innue près de Sept-Îles, Laurette (photo du haut, page 23) est l'aînée d'une famille de neuf enfants. Dès son jeune âge, ses parents l'éduquent dans la foi catholique dont ils ont hérité.

Lorsqu'on lui demande si elle vit aussi la spiritualité traditionnelle innue, elle répond que non. Elle ne se sent pas moins autochtone pour autant. Se disant chrétienne, catholique et pratiquante, Laurette a fait ce choix il y a déjà plusieurs années.

Tout commence en 1973, lorsqu'elle regarde, à la télévision, deux jeunes hommes partager leur expérience du Renouveau charismatique. «De la manière dont ils s'exprimaient, j'ai compris qu'ils parlaient d'un Christ qui était vivant, que la Parole était vivante. Je voulais vivre la même expérience», me dit Laurette, les yeux brillants.

Vers l'âge de 22 ans, elle se rend à une rencontre charismatique qui la rend mal à l'aise. Les gens autour d'elle chantent en langue, du nouveau pour elle. Malgré cela, elle y retourne et vit une tout autre expérience.

«Il y avait une imposition des mains, à un moment, et j'avais besoin de vivre quelque chose d'extraordinaire. Mon mari, qui est un Blanc, venait de me demander d'aller vivre avec lui sur la Rive-Sud, ce qui m'effrayait, puisque je n'avais jamais mis les pieds hors d'Uashat. Des gens avaient témoigné avoir été envahis par une paix, et c'est ce que je voulais.»

«Mais quand est venu mon tour, je n'ai rien senti. J'étais vraiment en colère. Je suis retournée m'asseoir et j'ai traité Dieu de menteur. J'ai dit au prêtre que je ne reviendrais pas, puis il m'a proposé de prier avec lui et la Parole. Avant de commencer, les mots "Je dis oui à la Parole" sont sortis de ma bouche. J'avais la trouille. J'ai pris une page au hasard dans la Bible, puis j'ai lu: "Le Seigneur dit à Abram: quitte ton pays, ta patrie, ta famille et va dans le pays que je te montrerai."»

Laurette est bouleversée. À ce moment-là, elle comprend que le Christ et la Parole sont vraiment vivants. Le prêtre lui demande alors si elle cherche un Dieu qui fait des miracles ou un Dieu crucifié qui la cherche, elle. De nouveau, la jeune femme sent quelque chose se dénouer en elle.

«J'ai compris que c'était à ce deuxième Dieu que je voulais ressembler. Ma vie n'était pas

extraordinaire, et tout comme ce Dieu, j'étais une crucifiée. Il y en a plein, ici, des crucifiés. J'ai dit: "Je vais le suivre", et depuis, je dis oui même aux choses difficiles de la vie, car je sais qu'il va m'aider à passer au travers.»

En effet, la foi aidera Laurette à traverser les moments les plus difficiles. Fausses couches, enfants difficiles, suicide de sa fille, meurtre dans sa famille, cancer... Elle s'est accrochée à Dieu plutôt que de le délaisser.

Pourquoi?

«Parce que ça change tout de croire que Dieu m'aime et est là pour moi. Dieu aime tout humain qui est sur la Terre, même ceux qui ont fait les pires choses. Comme moi, ils sont enfants de Dieu. C'est grâce à ma foi que je suis, encore aujourd'hui, capable d'aimer profondément l'Église, et ce, malgré les pensionnats, malgré ce que ma famille et moi avons vécu. Dieu ne crée pas de monstres, ce sont les hommes qui font des choses monstrueuses.»

UNE FEMME DANS L'ÉGLISE

Depuis cette rencontre avec Dieu, Laurette s'implique dans sa paroisse, Katéri-Tekakwitha, et celle de Marie-Immaculée située «en ville», c'est-à-dire à l'extérieur de la réserve. Par la préparation à la première communion, au sacrement du pardon et par des enseignements sur la Bible, Laurette souhaite réintéresser les jeunes à la foi.

Mais ce qui la démarque et fait sa popularité sur la Côte-Nord, ce sont certainement ses «homélies» en innu. En effet, Laurette est appelée à faire les prédications à Uashat et à Maliotenam, lorsque le curé est malade ou absent de la communauté.

Avant que ce dernier ne le lui demande, il y a de ça plusieurs années, aucune homélie n'avait encore été dite en innu à Uashat. Cette nouveauté a été accueillie très favorablement par l'assemblée, majoritairement composée d'ainés.

«J'ai appris à prier la Parole, à la méditer et à la partager avec les autres. Il faut d'abord qu'elle me touche, moi. Si elle ne m'émeut pas, si elle ne résonne pas en moi, c'est parler pour parler. Quand la Parole me touche, c'est comme un tambour qui retentit en moi, je vis un moment de lumière qui devient le fil conducteur de mon homélie et me permet d'expliquer la Parole.»





Âgée de 71 ans, Laurette est à la retraite depuis Noël dernier. Elle attend que Dieu lui donne une nouvelle mission.

«Pour le temps qu'il me reste ici, je veux être une présence pour ma famille et pour ma communauté. C'est le temps de se lever, de construire un monde meilleur. Je crois en la capacité de toute personne à faire le bien. Quand Jésus est venu dans le monde, il n'a pas supprimé les guerres, ni les maladies, ni la mort, mais il nous a donné une Parole pour que nous la mettions en pratique.»

*

Brigitte André (photo du bas, page 23) est née à Maliotenam, une réserve innue à l'est de Sept-Îles. À l'âge de deux ans, elle quitte son village natal pour aller s'installer, avec sa famille, près de Schefferville, où elle connaît la vie traditionnelle dans le bois. Sa mère l'éduque à la maison et son père l'amène à la chasse.

«Nous étions des nomades, on voyageait en raquettes, à pied et en toboggan. On vivait de la nature et des animaux, ils étaient sacrés. On ne les tuait pas pour le plaisir de tuer ni en abondance. On ne prenait que ce dont on avait besoin pour nous nourrir, et ce, avec respect.»

Baptisée dès sa naissance, Brigitte grandit dans la foi catholique. «On priait le matin et le soir pour

demander au bon Dieu d'être protégés tout au long de la journée et de continuer à vivre. Mon père me lisait la Bible avant de dormir, il s'allongeait à côté de moi et lisait tout en commentant les passages.»

Elle m'explique alors que les Innus ont toujours été des gens croyants.

«Ce ne sont pas les missionnaires qui nous ont appris à croire en Dieu. Les Innus ont toujours eu un sens à leur vie. Déjà, ils croyaient en un être suprême, en *Tchemto*. Ce qu'il manquait, c'était Jésus. Cette partie de la religion, on ne l'avait pas.»

Ayant toujours eu une vie spirituelle très active, les habitants de Maliotenam réussissaient, autrefois, à vivre leur foi malgré l'absence d'un prêtre tout au long de l'année.

«C'était le même curé qui voyageait sur toute la Côte-Nord. Il passait une fois dans l'année, au début du mois d'août, pour célébrer tous les mariages, les baptêmes, les funérailles qui avaient eu lieu dans l'année. Ça n'affectait pas notre foi, car on la vivait quand même par nous-mêmes. Par exemple, quand un enfant naissait, la famille le baptisait avec de l'eau de la rivière, et quand le prêtre revenait, il "rebaptisait" l'enfant.»

Aujourd'hui, elle et sa famille prennent, chaque année, le temps de retourner dans la forêt, là où ses parents vivaient. «Quand tu es dans le bois, tu es





proche de la nature, de la création, de Dieu. C'est un moment de ressourcement pour moi», me partage Brigitte.

RUPTURE

Si les pensionnats ont laissé beaucoup de séquelles, comme la délinquance, la violence conjugale, l'alcoolisme, la drogue, les traumatismes ont aussi atteint le rapport des Innus à la foi catholique.

«La transition du christianisme vers la spiritualité innue est très visible à Malietenam», me dit Brigitte. «La majorité des gens, dont les jeunes, délaissent l'Église à cause des pensionnats et parce qu'un prêtre de notre paroisse est parti avec une femme.»

Matashan (hutte à sudation), danse du Soleil, cérémonie du matin, feu sacré: de nombreux rites traditionnels ont lieu à Malietenam. Bien qu'elle assiste parfois à des cercles de guérison entre femmes ou à des soirées de prières, Brigitte ne se reconnaît pas dans la spiritualité innue.

«Je ne loue pas l'esprit des animaux, comme dans le chamanisme. Ça, je n'y crois pas et je n'assiste pas à ces cérémonies, car il s'est produit beaucoup de choses par le passé. Les chamanes s'entretuaient parfois pour obtenir le pouvoir de l'autre. Je vais

donc uniquement aux cérémonies où je sais que l'on va prier Dieu.»

Puis, je pose la question: comment faites-vous pour encore croire en Dieu après ce qui vous est arrivé au pensionnat?

Brigitte se recueille un moment, puis me dit: «Moi, les pensionnats n'ont pas affecté ma foi, même si je suis une victime d'abus. Je me dis que l'homme qui m'a fait ça, c'est un être humain. Ce n'est pas Dieu, ce n'est pas Jésus, c'est un être humain comme moi, un pécheur. Je ne peux donc pas ne plus croire en Dieu à cause de ça. Au contraire, ce que j'ai vécu au pensionnat et en pension m'a rapprochée de Dieu. Quand j'étais seule, que j'avais peur, je priais, je criais vers lui. L'invisible était là, je lui parlais.»

Aujourd'hui, tout comme Laurette Grégoire, Brigitte s'implique dans sa paroisse, Notre-Dame-du-Cap, et tente de transmettre son amour de Dieu aux plus jeunes.

«Si on ne change rien dans la religion chrétienne, c'est sûr qu'elle va s'éteindre. Les jeunes ne sont pas assez impliqués, et pour ça, il faut un renouveau, il faut que ce soit dynamique et différent pour qu'ils aient envie de participer.»

La dame de 67 ans se dit toutefois optimiste et demeure persuadée qu'un éveil des consciences aura bientôt lieu. ■



LA RÉCONCILIATION FACE À FACE

CERCLES DE JUSTICE RÉPARATRICE ENTRE LES AUTOCHTONES, LES ALLOCHTONES ET L'ÉGLISE

Sarah-Christine Bourihane
sarah-christine.bourihane@le-verbe.com

Illustration de Marie-Pier LaRose

Dans les communautés autochtones, les sévices vécus dans les pensionnats ont marqué des générations qui, à leur tour, ont transmis ces séquelles aux suivantes. Si bien qu'aujourd'hui des communautés entières en sont affectées. Comment briser ce cycle ? Les ateliers *Retour à l'esprit* veulent renverser le processus : réconcilier chacun avec son histoire pour transformer ensuite toute la communauté.

François Paradis, prêtre franco-manitobain et oblat de Marie-Immaculée, se sent concerné par la réconciliation entre les autochtones et l'Église depuis son ordination en 1972. « Dès mes premiers jours de ministère, j'ai observé les conséquences et les dégâts des écoles résidentielles : il y avait beaucoup de ressentiments et de réactions », me confie-t-il, à la lumière de sa longue expérience de terrain.

En 1994, il expérimente un jeûne de quatre nuits et trois jours sans manger ni boire. « Une personne va faire un jeûne parce qu'elle cherche à savoir ce que Dieu demande pour sa vie », me raconte le père Paradis.

Celui que les autochtones ont baptisé *White Buffalo* a une intention dans le cœur. Il le fait pour la réparation des blessures que des Oblats ont infligées aux autochtones. Sans qu'il le sache encore, son désir allait se concrétiser davantage, bien des années plus tard, dans les ateliers *Retour à l'esprit*, où il se dévoue à plein temps depuis 2007.

LA VIE APRÈS LA SURVIE

Ces ateliers ont été créés en 2006 dans l'Ouest canadien par un Anishnabe et une sœur de Sainte-Anne. Ils visent à favoriser une rencontre entre des



autochtones, des allochtones ou des représentants de l'Église au terme d'une démarche personnelle de quatre jours faite par chacun des groupes respectifs.

« Dans tout le processus, explique le prêtre oblat, on dit que la réconciliation commence avec soi. On est nés avec des capacités pour notre vie, mais il peut arriver très tôt des événements qui nous ont fait du mal. À partir de là, on a trouvé une façon de se protéger pour que ça ne se reproduise pas. On s'est fait une interprétation de qui nous sommes, de ce que nous devons être, de ce que la vie va être. Les ateliers nous aident à découvrir quelle est notre manière de survivre qui nous empêche de vivre réellement et d'entrer pleinement dans la potentialité pour laquelle on est nés. C'est un retour à l'esprit de qui tu es, relié aux sept valeurs universelles qui font partie des enseignements autochtones : sagesse, vérité, honnêteté, amour, respect, courage et humilité. »

UN REGARD DE SÉRÉNITÉ

Rose-Anne Gosselin, membre de la nation Timiskaming, a participé aux ateliers à quelques occasions. Née d'une mère algonquienne et d'un père canadien-français, elle est imprégnée des deux cultures. Dans son Témiscamingue natal, elle a toujours pratiqué la foi catholique, transmise par la lignée de sa mère. Même si ni elle ni sa mère n'ont connu les pensionnats, elle reconnaît dans son héritage familial des blessures partagées par toute une communauté.

« Ce sont des blessures similaires à ce qu'ont connu les personnes qui ont vécu les pensionnats, me confie Rose-Anne. Chez les autochtones, il y a des traumatismes individuels qui se ressemblent. Par exemple, les autochtones étaient de bons chasseurs qui connaissaient leur territoire, mais ce qui est valorisé par la société non autochtone est un autre style de vie. Ça peut créer des blessures du point de vue de l'estime de soi. Les ateliers *Retour à l'esprit* offrent la possibilité d'accueillir ces traumatismes avec une certaine sérénité pour que ça fasse moins mal. J'ai eu un regard plus accueillant par rapport à mon histoire et à l'histoire des autochtones en général. »

Au terme du parcours, François Paradis observe des fruits palpables, liés au principe même des ateliers : la responsabilisation. « Un des gros dommages des pensionnats autochtones est que tout était déjà décidé d'avance pour les pensionnaires. La clé de

nos ateliers est la possibilité de choisir. Ça ne veut pas dire que tu es responsable de ce qui t'est arrivé, mais que tu es responsable de la manière de réagir à ton passé », observe le religieux.

En sortant des ateliers, certains participants sont retournés sur les bancs d'école, quelques-uns sont devenus chefs de leur communauté, d'autres ont même été guéris de douleurs somatiques.

LA PAROLE SACRÉE

À la fin d'un atelier, on partage en groupe ce qui a remué les consciences durant les quatre jours d'introspection. Dans la tradition, le bâton de la parole octroie un droit de parole considéré comme sacré. Personne ne peut interrompre le flot des confidences. Ce rite permet à chacun de prendre conscience du pouvoir de sa propre voix.

Cofondatrice du Centre de justice réparatrice¹ de Québec, Lucie Painchaud porte, depuis 2013, le flambeau de ces ateliers fondés sur les principes de la justice réparatrice. Ils sont une manière d'implanter au Québec les recommandations de la Commission de Vérité et réconciliation du Canada. À chaque rencontre, elle s'émerveille de la vérité faite sur le vécu partagé entre la victime et son agresseur ou une personne ayant commis un crime semblable à celui qu'elle a subi.

« C'est ça, les séquelles des pensionnats : des parents ont été abusés, ils abusent de leurs enfants, qui abusent de leurs enfants. C'est perpétué comme ça. Je me souviens d'un couple qui abusait des leurs et qui ne savait pas que ça ne se faisait pas, parce qu'ils avaient vécu cela au pensionnat. Ils se sont retrouvés en justice. Ça leur a pris deux ans pour être capables de faire amende honorable, de dire ouvertement à leur communauté qu'ils agressaient leurs enfants.

1. La justice réparatrice est définie comme l'« approche de la justice qui vise à réparer les torts causés en donnant aux personnes lésées et à celles qui assument la responsabilité des torts infligés l'occasion de communiquer leurs besoins respectifs et d'y répondre à la suite de la perpétration d'un crime » (source : Gouvernement du Canada).



«Une des belles retombées de ces ateliers-là, c'est que certains n'en avaient jamais parlé à leurs enfants, ils gardaient le secret. Là, ils retournent à la maison et parlent de ce qu'ils ont vécu au pensionnat. Les enfants et les petits-enfants vont comprendre par exemple pourquoi leur père était alcoolique ou leur mère était violente, pourquoi ils ont été abusés. C'est toute la vérité qui va sortir, c'est tellement ça qui est libérateur. On a pensé protéger les enfants en ne leur disant pas la vérité, mais c'est le contraire.»

LE VIS-À-VIS

Chacun des groupes, autochtone comme non autochtone, a vécu quatre jours de méditation, plongé au cœur de sa propre histoire. Vient le moment du vis-à-vis. Des stations de chaises sont réparties ici et là dans une grande salle pour une conversation entre deux personnes de chaque groupe. Pas question de faire des reproches à l'autre partie ou de couper la parole, mais de dire et d'écouter, dans les principes de la communication bienveillante.

Lucie Painchaud a participé à plusieurs ateliers. Sa première expérience date de 2013, à Halifax. Elle se souvient de la dizaine de sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, habillées en jeans, ferventes et engagées dans la cause de la réconciliation. Quelques mois plus tard, le groupe rencontrait des Micmacs du Cap-Breton.

«C'était l'occasion de parler avec les personnes qui représentent leur communauté religieuse dans le cadre du legs des pensionnats. Pour eux, parler avec des personnes qui représentent les responsables de ce qu'ils ont vécu, c'est un cadeau inestimable», observe Lucie Painchaud.

Rose-Anne Gosselin, qui a connu l'autre côté de la chaise, juge que chaque partie en tire autant profit. «Ça fait du bien de pouvoir accueillir ce qui nous fait mal et ce qui fait mal à l'autre. On grandit tous

les deux à travers cette rencontre. Il y a eu des discussions sur des demandes de pardon, des personnes ont reconnu avoir des stéréotypes à l'égard des autochtones ou des autochtones reconnaissaient avoir du ressentiment à l'égard des allochtones.»

*

La démarche des ateliers ne s'arrête évidemment pas après deux séances de quatre jours. C'est un processus continu qui se traduit par l'exercice de ce que François Paradis nomme les complétudes.

«Tu vis un froid avec ton ami, vous ne voulez plus vous voir. La chicane est terminée, mais quelques semaines après, quand tu parles de lui, la chicane te remonte, quelque chose est non achevé en toi. La complétude serait d'aller le rencontrer sans juger, sans blâmer et dire: "Quand tu m'as fait ça, j'ai été vraiment blessé."»

«Ce ne sont pas des institutions qui se réconcilient, mais des personnes», constate François Paradis. Et quand les personnes pratiquent la «complétude», ce sont les institutions qui finissent par changer. «Dans les communautés où plusieurs personnes ont fait les ateliers, les familles se transforment, la façon d'être avec les voisins change, même la gouvernance de cette communauté change.»

Dans le processus de réconciliation entre un survivant d'actes criminels et l'auteur d'un crime, Lucie Painchaud est saisie par la beauté d'une rencontre qui, pour elle, dépasse l'entendement. «C'est divin. Il y a quelque chose de surnaturel dans ça. C'est une beauté qui se voit juste avec le cœur.» Et elle insiste pour dire que c'est autrement plus beau que les aurores boréales qui l'ont saisie par un soir mémorable d'été. ■

«Ce ne sont pas des institutions qui se réconcilient, mais des personnes.»



Retour À MANAWAN

Texte de Ioana V. Bezman
ioana.v.bezman@le-verbe.com

Photos de Maxime Boisvert

En avril, le pape présentait des excuses aux groupes des Premières Nations pour la conduite déplorable des membres de l'Église impliqués dans les pensionnats. Un mois plus tard, il officialisait l'annonce de sa venue au Canada, dans l'espoir d'entendre les survivants et de s'engager avec les peuples autochtones sur le chemin de la guérison et de la réconciliation. Avec Maxime, nous nous sommes rendus à Manawan, sur le territoire Atikamekw, pour recueillir la parole de la communauté quant à sa venue prochaine.



En 2020, la communauté a perdu Joyce Echaquan, dans de tristes conditions. Elle était mère de sept enfants. Jaunie par le soleil, sa photo habite l'espace entre les vitres de leurs fenêtres. Il y a peu d'arbres au village. Il y a la forêt, à perte de vue autour, les lacs, et l'interminable chemin de gravier qu'il faut emprunter chaque fois qu'on veut s'y rendre ou le quitter. Le soleil est aride, l'air poussiéreux, on a le souffle court. Les maisons sont petites, les familles nombreuses. Les enfants jouent dehors.

En ce dimanche de fonte des glaces, la musique joue à tue-tête dans le village: Bieber et un peu de Pink Floyd. Tapis de sable en tous lieux. On se rend à la cantine: on ne sait pas quand, ou même si, la cuisinière rentrera. Endroit de prédilection pour la rencontre: l'épicerie et son unique pompe à essence. Ici, on connaît par cœur le numéro de téléphone du chef, mais aucun réseau cellulaire ne s'y rend. On est 3000 personnes, un peu plus ou peut-être moins, et on se sent loin. Petite sortie de fin de soirée, une urgence médicale ou un suivi de santé? Trois heures de route jusqu'à la ville la plus près. Et ensuite, le retour. «Ça fait des années qu'on demande une route. C'est pas l'argent qui manque, en tout cas!» me dit Jean-Marc. Bière à la main, le regard tourné vers le village, il jase avec nous, et avec tous ceux qui passent devant lui.

Il y a deux écoles primaires et une école secondaire à Manawan, peu ou pas de places en garderie (plus ça change, plus c'est pareil), une église, un CLSC et une nouvelle maison pour retraités. Ça sent le neuf. L'énorme mur vitré de la salle commune donne directement sur le lac. La beauté éblouit. C'est de l'autre côté, sous l'ardeur de l'après-midi, devant la porte d'une chambre donnant sur le stationnement, que nous rencontrons William. «Le pape, c'est juste un homme», lance-t-il dans un calme déconcertant.

Officiellement, William est préposé aux bénéficiaires à la résidence. En fait, c'est un homme à tout faire, et surtout à tout

connaître, ou à peu près. En quelques mots, il nous dresse une carte: qui habite où, quelques lignes de parentés et comment les choses fonctionnent ici. Il n'a aucun intérêt pour l'église. Il s'y est marié, il y a neuf ans, à la demande de sa grand-mère, qui est décédée maintenant. «Je veux me marier traditionnellement. J'aimerais qu'on se marie pour nous, qu'on célèbre notre union dans un *sweat lodge*, avec des prières chantées. Moi, je prie au Ciel, dans le bois. C'est un rapport plus personnel.» Traditionnellement nomades, les Atikamekw s'enfuient dans la forêt pour respirer.

«LA GUÉRISON PASSE PAR LE PARDON»

«Il y a trois groupes ici. Il y en a qui sont très fervents, qui vont régulièrement à l'église et aux soirées de prière. Ceux-là ont généralement 80 ans et plus. Il y a des pratiquants occasionnels, comme moi. Quand je suis là, j'assiste à la messe, mais si j'ai d'autres choses, j'y vais pas, tout simplement. Mais j'ai la foi! Oui, j'ai la foi. Je crois en Kice Manito, au grand esprit qui est partout», raconte Marietta. Avec plus de 50 ans d'expérience, elle enseigne aujourd'hui la langue atikamekw aux élèves d'âge secondaire.

Louis Constantin, originaire du Cameroun, curé résident de la paroisse du village depuis deux ans, nous explique que «les jeunes ne côtoient l'Église que pour ces occasions: les mariages, les baptêmes ou les funérailles. En dehors de ces moments, on ne les voit pas à l'église. Ils n'ont pas été initiés à la vie chrétienne. Pendant que la grand-mère récite le chapelet, ils regardent des films ou ils font autre chose».

Le rapport des Atikamekw à la religion catholique est complexe, ambigu. «En 1975, à peu près, le curé a fait des tentatives d'agression sur ma mère. Elle venait pour se confesser et acheter des objets de piété. Après cet événement-là, je pense qu'elle s'est éloignée de la religion. Elle priait chez nous, j'entendais ses prières, mais elle a évité l'église. Elle





était très surprise que le curé fasse ça. Il était le représentant de Jésus», s'exclame Marietta. «Durant ces années-là, il y a eu une grosse crise ici. Le curé faisait croire aux femmes qu'en mettant de l'huile sainte sur leur ventre et leurs parties génitales, elles allaient avoir un bon accouchement. Un groupe de jeunes – dont je faisais partie – qui ont écouté les histoires des victimes a fait signer une pétition pour renvoyer le prêtre. Ça a pris un an ou deux, mais ils ont réussi. Le curé est parti. Cela a créé une grande division au sein de notre communauté. Les personnes âgées étaient très en colère contre les jeunes», poursuit-elle.

«Il y a un renouveau pour la spiritualité autochtone depuis quelques années déjà», nous dit Jean-Marc. «Moi, je suis pour la liberté spirituelle. Dans la religion, tu n'es plus maître de toi. Ils te disent: "Fais ceci, ne fais pas cela, ne dis pas ceci, dis cela", ils t'enlèvent toute ta liberté. Ils te conduisent comme des marionnettes. [...] Les autochtones ont recommencé à jouer du tambour. Ça a commencé avec les gens de ma génération, et les jeunes s'y intéressent maintenant de plus en plus. Les pow-wow, qui avaient été interdits aussi, reprennent peu à peu. Un pow-wow, ce n'est pas un spectacle, bien que ce soit spectaculaire. C'est un évènement spirituel. On chante et on danse pour remercier le Créateur. Le soleil, les arbres, l'eau. Quand on danse, on touche la terre. On va chercher l'énergie de la terre pour s'en imprégner. On remercie le Créateur pour tous les dons qu'il nous fait: pour les animaux, pour les arbres, pour notre eau, et même pour les maringouins! (rires)»

Rose, fin quarantaine, travaille à la maison de retraite. Elle accepte de nous rencontrer après la messe des aînés. Tous les dimanches, Louis Constantin se rend à la résidence pour 15 h. Il sort sa nappe, sa chasuble et improvise un petit autel dans la salle commune. Une dizaine de résidents écoutent le service et chantent en atikamekw. Pendant ce temps, Rose termine son diner. Elle a vécu les pensionnats et a essayé de s'enfuir à maintes reprises. «On voulait retourner chez nous. Lorsqu'on nous retrouvait,

on nous imposait des punitions corporelles. Mais j'aime beaucoup la prière. La prière catholique, c'est-à-dire. Dans la religion, la guérison passe toujours par le pardon.»

UN LONG CHEMIN

Les pensionnats pour autochtones représentent un épisode traumatique pour bon nombre de survivants. «J'ai connu les pensionnats. Je savais ce que je devais faire lorsque je voyais quelqu'un aux intentions douteuses s'approcher de moi. J'ai des membres de ma famille qui ont été abusés. Ma mère a eu dix-neuf enfants. À un moment donné, on était une dizaine au pensionnat. Dans cette dizaine, la moitié ont été agressés... pas seulement par des prêtres, mais par des religieuses aussi», nous raconte Marietta. «Quand le jeune n'est pas traité, aidé, il va poser les mêmes gestes plus loin. [...] C'est comme un enchaînement», poursuit-elle. Durant sa longue carrière d'enseignante, elle dit avoir reçu beaucoup de confidences en ce sens de la part de ses élèves.

Le prolongement des abus, nous l'abordons aussi le soir même avec Nipica, une jeune maman de trois enfants. «J'ai toujours eu le mal de vivre. J'avais besoin de l'amour de mes parents, mais mes parents ne m'ont jamais dit: "Je t'aime" parce que leurs parents, à leur tour, ne le leur avaient jamais dit. J'ai appris ce qu'était l'amour à mon grand-père. Les pensionnats ont infecté notre famille et cette maladie s'est perpétuée. Mes parents sont tous les deux alcooliques et malades», me raconte-t-elle, râleur à la main. Son fils aîné s'occupe du feu. Nipica rêve du jour où elle pourra retourner dans la forêt avec son mari, ramasser de l'écorce d'arbre. L'artisanat leur permet d'arrondir leurs fins de mois, mais la famille ne peut pas se permettre de couvrir les frais exigés pour une demande d'agrandissement de la maison.

Le lendemain, après la messe, nous rencontrons Chantale. Elle lit plusieurs passages durant la célébration.



«Même si je suis allée au pensionnat, je n'ai jamais arrêté de prier et d'aller à l'église», raconte-t-elle. «La Bible nous dit: "Demandez et vous recevrez." Moi, j'ai obtenu des grâces. C'est pourquoi je suis restée attachée à l'Église. J'intègre la tradition autochtone à mes prières. Je médite au lever du soleil, par exemple, mais j'assiste aussi à la messe. Je récite le chapelet avec ma mère, le soir. Ma mère, elle, a la foi chrétienne, mais aucune relation vraiment aux spiritualités autochtones.» En parlant des jeunes générations, Chantale confirme ce qu'on nous avait déjà dit: «Je ne connais pas beaucoup les jeunes ici, mais je n'en vois aucun à l'église. C'est peut-être pour cela qu'ils consomment beaucoup d'alcool et de drogues.»

«La guérison est un long cheminement. J'en suis la preuve», dit Jean-Marc. «C'est d'ailleurs pourquoi je fais ça [en désignant sa bouteille]. C'est un cheminement qui va durer ma vie entière. Ça va me suivre jusqu'à ma mort.» Son

neveu, Yvan, poursuit: «C'est difficile de définir la guérison pour tout le monde. Chacun y a vécu ses propres affaires. On ne peut pas imposer la guérison. Tu dois y faire ton propre cheminement. Tu acceptes ou tu n'acceptes pas ce que tu as vécu. On en prend, pis on en laisse, comme on dit.»

Deux jeunes filles se promènent en quatre-roues sur les terrains vagues que nous photographions. Elles s'arrêtent pour jaser, et j'en profite pour me présenter. Elles n'ont pas encore vingt ans. Isayah ne connaît rien des pensionnats. Personne ne lui en a jamais parlé. Anisha, quant à elle, m'explique: «Ma mère me racontait des histoires, mais elle en cachait des bouts. Ma *kokom* [grand-mère] aussi me racontait des trucs, souvent tard le soir, mais on n'en a jamais vraiment parlé. Ma mère a les idées noires. Je l'aide. Je suis comme la mère de ma mère. J'aime aider les gens. Un jour, j'aimerais devenir thérapeute.»

«LA RÉCONCILIATION EST URGENTE»

«Je suis contente qu'il vienne», admet Marietta. «Je suis contente qu'il ait reconnu les agressions. J'ai des cousins qui sont passés en cour, devant un juge, pour raconter leurs histoires, et leurs agresseurs les ont traités de menteurs. C'est ça qui fait mal: le fait qu'ils ne l'admettent pas, qu'ils soient rendus vieux aujourd'hui et qu'ils nient toujours leurs actes.»

«Nous sommes prêts pour la réconciliation, mais les non-autochtones n'ont pas encore l'air prêts. On dirait qu'ils ont peur de perdre ce qu'ils nous ont pris déjà. Ça fait plusieurs années qu'on négocie avec le gouvernement, mais on dirait qu'ils ont peur qu'on se développe. Ils veulent nous garder sous leurs jupes. C'est tout cela qu'il faut démanteler, à un moment donné, toutes les injustices qu'on vit de la part du gouvernement», dit Jean-Marc. «En ce qui concerne





l'Église, il n'y a pas de réconciliation possible dans mon cas. Il y a des gens qui choisissent ce chemin-là, qui cheminent dans la foi catholique, mais pour moi, c'est une religion de la peur. L'enfer et tout : on te fait peur pour te garder là.»

De son côté, Louis Constantin, curé au village, déplore les relations entre les peuples autochtones et les gouvernements. «La réconciliation avec le peuple autochtone est urgente. Elle devrait passer par des infrastructures plutôt que par des discours. Il faut les aider concrètement, et la meilleure façon de le faire est de leur apporter le développement. On a l'impression que c'est uniquement la faute de l'Église, alors que c'est le gouvernement qui finançait les pensionnats. C'est la police qui venait chercher les enfants ! L'Église a une responsabilité certaine, mais les efforts doivent être conjugués à ceux des gouvernements en place.»

«C'est important qu'on connaisse notre histoire, et que notre histoire soit connue aussi par d'autres nations et par les Québécois. On n'est pas seulement des individus, sans émotions, sans sentiments. On est un tout. Une personne, il faut la voir dans sa totalité», conclut Marietta avant de nous quitter.

*

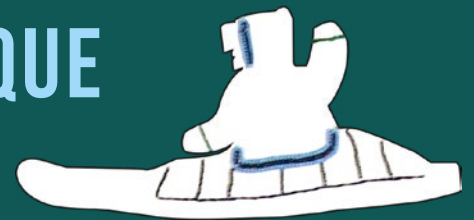
Les gens se racontent plus facilement qu'ils ne se montrent, ici. Parmi ces voix, une seule a cherché à nous rencontrer, mais la plupart nous ont bien accueillis. Certains nous ont esquivés. C'est normal : la guérison et la réconciliation ne font pas l'unanimité de l'autre côté de la forêt. La réalité des peuples autochtones impose du sérieux et beaucoup de respect. Si toute rencontre interculturelle est en soi délicate, cet échange est particulièrement fragile et complexe à la fois. Nous nous sommes rendus là apeurés,

peut-être un peu maladroits (puisque l'autre est toujours un mystère), mais curieux, avec un sincère désir de voir des ponts s'ériger.

Aucun de nos contacts n'a pu nous rencontrer, une fois sur place. Heureusement, il y a eu toutes ces autres voix. Témoignages d'un rendez-vous manqué et promesses d'une prochaine fois : «Si nous l'avions su plus tôt»; «Si vous étiez restés plus longtemps»; «Si on n'était pas la fin de semaine.» Ce qu'on en retient, comme dans tout travail avec ou en communauté, c'est à quel point le temps est nécessaire afin de s'imprégner de ce qui se construit là et de l'honorer. J'espère que cela, notre pape le sait également, puisque entendre et se sentir entendu, ça se développe sur le temps long, longtemps. ■

APRÈS LA MODERNITÉ BRUTALE... LA CONVERSION ÉCOLOGIQUE

Benjamin Boivin
benjamin.boivin@le-verbe.com



LA CONVERSION ÉCOLOGIQUE MISE DE L'AVANT PAR LE PAPE FRANÇOIS PEUT ÊTRE VÉCUE COMME UN CHEMIN DE SOLIDARITÉ CONCRÈTE AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA DANS LA DÉMARCHE DE RÉCONCILIATION QU'UNE VISITE PAPALE CHERCHE À ENCOURAGER.

La venue du pape François au Canada, à la suite d'un engagement visant la guérison et la réconciliation avec les peuples autochtones, se présente comme une invitation à « marcher ensemble¹ ». Cette thématique, un lieu commun passablement obscur, en laissera plusieurs sur leur faim.

Marcher ensemble. Pour quoi faire? On va où?

Évidemment, on peut vouloir faire un bout de chemin ensemble. Se croiser au hasard d'un détour, échanger un sourire,

des platitudes, partir. « Il rentra chez lui, là-haut vers le brouillard, elle est descendue là-bas dans le Midi », chantait Fugain.

On dirait que ça manque de coffre.

Évidemment, l'image a le mérite de refléter une certaine compréhension de l'Église catholique, dont les membres font corps dans un vaste pèlerinage. Lorsque nous nous faisons pèlerin, nous quittons notre lieu d'origine pour un long voyage afin, traditionnellement, de nous réconcilier avec Dieu et de panser la plaie du péché. En un sens profond, notre vie sur Terre est un pèlerinage. Comme on s'ennuie de la maison quand on est parti trop longtemps, on s'ennuie du Ciel ici.

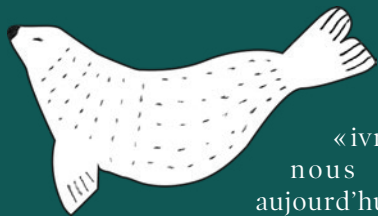
Le propre de cet exil est un retour. La route est incertaine, pas la destination. Quand on comprend le péché comme une maladie, ou encore comme un bris d'amitié, on voit bien que notre chemin pénitentiel est un chemin de guérison, de réconciliation. On parle bien après tout du *sacrement de pénitence et de réconciliation*.

La blessure s'exprime de toutes les manières dans notre expérience humaine, jusque dans les hautes sphères de la politique, des questions internationales. Le chemin pénitentiel de l'Église au Canada est en effet le fruit d'un ensemble de phénomènes auxquels les réalités de la politique moderne ne sont pas étrangères.

L'HOMME AU CENTRE DU MONDE

C'est la figure du « maître et possesseur de la nature », selon le mot de Descartes, qui gouvernait les esprits des puissants lorsque s'est installé le désir de contraindre à l'assimilation certaines populations autochtones. L'Église institutionnelle y a également concouru à sa manière.

1. Slogan choisi par la Conférence des évêques catholiques du Canada pour marquer la visite papale prévue du 24 au 29 juillet 2022.



Ce même
e s p r i t
moderne,

«ivre de feu²»,
nous précipite
aujourd'hui au bord
d'une catastrophe écolo-
gique monumentale, nous agitant
dans une angoisse performative affli-
geante. C'est lui qui nous conduit à
l'insularisation: il nous fait prisonniers
dans l'archipel de l'indifférence et de
l'isolement technologique.

La crise climatique qui va en s'aggravant
est le résultat pratique d'une vision du
monde au centre de laquelle se trouve
l'homme, une cosmologie caractéris-
tiquement moderne. Or, cette vision
du monde «anthropocentrique» est
étrangère aussi bien à celle véhiculée
traditionnellement par les peuples
autochtones du Canada qu'à celle qui
caractérisait jadis la religion naturelle
des Anciens. Elle est également étran-
gère à la cosmologie biblique, au centre
de laquelle se trouve le Seigneur, par qui
et en vue de qui tout a été créé.

L'enseignement du pape François sur
la question écologique a aux yeux de
plusieurs un caractère de nouveauté.
Certains ont même parlé, avec un
enthousiasme excessif, d'une révolution
lors de la publication en 2015 de l'ency-
clique *Laudato si'* sur «la sauvegarde de
notre maison commune». D'autres, issus
de certains milieux réfractaires au chan-
gement, se sont empressés de signaler
leur inconfort devant la démarche d'un
pape aux préoccupations sociales bien
connues.

Il y a quelque chose d'étonnant dans
cette valse médiatique, qui dans bien
des cas laisse de côté l'enracinement
de l'enseignement du pape dans la tra-
dition catholique. Cet enracinement
se vérifie notamment lorsque
l'on prend conscience des
enseignements des papes
récents comme Jean-Paul II et
Benoît XVI, lequel avait œuvré
à la publication de l'encyclique



Caritas in veritate, sur le développement
humain intégral.

Cet enracinement se traduit également
dans la longue tradition cosmologique
du christianisme, celle des saints,
docteurs de l'Église, philosophes et
théologiens qui ont compris et raconté
l'intégration du monde créé, à l'intérieur
duquel l'homme prend sa place, certes
distinctive. On la saisit intuitivement en
contemplant l'architecture, l'art et la lit-
térature sacrée médiévale, qui donnent
toute sa place à l'univers symbolique du
cosmos.

L'appauvrissement de notre regard
sur le monde nous a conduits à traiter
notre environnement naturel et les per-
sonnes qui l'habitent comme une masse
informe de ressources à consommer.
Voilà le fruit d'un modernisme sauvage
dont l'anthropocentrisme et le matéria-
lisme nous ont laissé mettre en place les
conditions du cataclysme climatique et
écologique que nous peinons à éviter
aujourd'hui.

RÉPONDRE À LA CRISE

L'Église, qui a été de toutes les luttes
contre les idéologies modernes réduc-
trices, a bien en elle-même les res-
sources disponibles pour offrir un che-
min de conversion écologique à ceux qui
veulent l'entendre. Dans cette démarche,
elle peut être solidaire de ceux qui ont
été en certaines occasions à la fois les
prophètes ignorés et les victimes, sacrifi-
fiées à l'autel du jetable, d'une culture de
la mort dont nous goutons aujourd'hui la
sécheresse.

Ce qui émerge aujourd'hui dans l'Église
pour répondre à la crise, et qui est
notamment nourri par l'héritage spi-
rituel de saint François
d'Assise, dont la légende
raconte qu'il sermon-
nait les oiseaux, c'est
évidemment la part
belle du récit. «Société
parfaite en dépit de
l'imperfection de ses

membres», l'Église, dans sa dimension
institutionnelle, s'est parfois mêlée aux
affaires du monde jusqu'à s'y confondre.

Le chemin de guérison et de réconcilia-
tion que le peuple chrétien entreprend
ces jours-ci est la conséquence d'une
maladie qui a rongé son corps, d'une
amitié trahie qui a blessé le tissu de son
unité.

MARCHER ENSEMBLE

Une démarche commune visant la sau-
vegarde d'un monde pleinement habité,
fort de sa luxuriance, est le lieu possible
d'un chemin de solidarité concrète.
Cette amitié renouvelée sera forte du
bien en vue duquel elle saura s'ordonner,
à savoir la concrétisation d'une écologie
intégrale qui réponde positivement à la
brutalité moderne, dont les effets ont si
durement attaqué les peuples autoch-
tones, comme les équilibres écologiques,
dans les siècles derniers. ■



2. Schiller, *Ode à la joie*, 1785.

MISÉRICORDE ET VÉRITÉ SE RENCONTRENT

Simon Lessard

simon.lessard@le-verbe.com

Les abus sexuels et culturels aussi bien de l'Église que de l'État nous posent collectivement la difficile question de la réconciliation. Faut-il choisir entre justice ou miséricorde? Pardonner serait-il un signe de faiblesse de la part de ceux qui n'ont pas la force de se venger pour rétablir la justice, comme le pensait Nietzsche, ou encore une astuce de criminels pour s'exempter de procès et de peines?

Nullement. Le pardon véritable ne peut et ne doit jamais faire l'économie de la justice.

Le sacrement du pardon dans la tradition catholique en est un exemple éclairant. Pour qu'il y ait véritable réconciliation, le pénitent doit nécessairement accomplir trois actes de justice: la contrition, la confession et la satisfaction.

La contrition d'abord, c'est-à-dire le douloureux et sincère regret du mal commis avec la ferme résolution de ne plus récidiver. La confession ensuite, où l'on avoue sa faute et regarde en face sa culpabilité pour en assumer la responsabilité. La satisfaction enfin, quand on s'engage à réparer autant que possible les torts causés.

Ce n'est qu'une fois ces trois actes de justice accomplis que la grâce peut opérer son miracle et restaurer la relation perdue. La miséricorde n'est ni magique ni aveugle. Elle s'appuie sur la justice pour la dépasser, là où le poids du péché est trop lourd pour être compensé.

Pardonnez n'est donc pas s'excuser. L'excuse cherche des causes ou des circonstances atténuantes pour expliquer et atténuer la faute. Elle est l'arme par excellence des avocats. Le pardon présuppose au contraire l'aveu de la

culpabilité et la remise entière ou partielle d'une peine justement méritée.

Pour le philosophe d'origine juive Vladimir Jankélévitch, le véritable pardon possède encore trois caractéristiques: il est un événement, un don et un rapport interpersonnel.

Pardonnez est un événement. Le temps n'arrange pas les choses de lui-même. Pardonnez est un acte de rupture dans le temps qui opère le basculement d'un cycle de vengeances à celui d'un cycle de bienfaisances.

Pardonnez est un don. En latin, *per donare* signifie «donner complètement». L'offensé offre gratuitement sa dette à l'offenseur en retenant pour lui une part de la peine qu'il pourrait exiger. Le pardon est toujours libre et gratuit; aucun pardon forcé de part ou d'autre n'est authentique.

Pardonnez est un rapport interpersonnel. Contrairement à la justice, aucun pardon entièrement satisfaisant ne peut être offert par une institution, quelle qu'elle soit. Seules les personnes concernées peuvent se demander et s'accorder le pardon. Pour cette raison, les rencontres de réconciliation face à face ont une valeur beaucoup plus que symbolique.

Par ces trois conditions, on voit bien que pardonner n'a rien à voir avec oublier. L'oubli n'est ni un événement, ni un don, ni un rapport personnel. Au contraire, le pardon présuppose toujours un travail de mémoire. Les deux partis doivent d'abord s'entendre sur une commune version de l'histoire, sans laquelle l'offenseur et l'offensé ne se croiseront jamais réellement.

Ce n'est que lorsque «miséricorde et vérité se rencontrent» que «justice et paix s'embrassent» (Ps 84,11). ■



Rédacteur et responsable de l'innovation au *Verbe*, **Simon Lessard** est diplômé en philosophie et théologie. Il aime entrer en dialogue avec les chercheurs de vérité et tirer de la culture occidentale *du neuf et de l'ancien* afin d'interpréter les signes de notre temps.

Le Verbe témoigne de l'espérance chrétienne dans l'espace médiatique en conjuguant foi catholique et culture contemporaine.

Sans publicité, Le Verbe médias est financé par les dons de ses lecteurs. Nous remettons automatiquement un reçu de charité pour tout don de 100 \$ et plus ou sur demande pour tout autre montant. Visitez le-verbe.com pour contribuer ou vous abonner gratuitement et recevoir 6 numéros de 20 pages par année et 2 numéros spéciaux de 116 pages en prime.

CONSEIL DE RÉDACTION

Ariane Beauféray, Brigitte Bédard, Benjamin Boivin, Sophie Bouchard, Sarah-Christine Bourihane, Noémie Brassard, Maxime Huot-Couture, James Langlois, Valérie Laflamme-Caron, Simon Lessard et Antoine Malenfant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gabrielle Bélanger, Sophie Bouchard, Raphaël de Champlain, Denis Saint-Maurice, prêtre, et Catherine Sugère.

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Sophie Bouchard

RÉDACTEUR EN CHEF

Antoine Malenfant

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

James Langlois

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Benjamin Boivin

RESPONSABLE DE L'INNOVATION

Simon Lessard

JOURNALISTES

Sarah-Christine Bourihane
et Brigitte Bédard

GRAPHISTES

Marie-Pier LaRose
et Judith Renaud

ABONNEMENTS ET SECRÉTARIAT

Magdalie Nadeau

RÉVISEURS

Robert Charbonneau
et Florence Malenfant

AUDIOVISUEL ET MONTAGE

Marc-Antoine Beaudette

RESPONSABLE DU FINANCEMENT

Jean-David Tremblay

Les illustrations des pages 3 et 26
sont de Marie-Hélène Bochud.

Photo de la quatrième de couverture:
Judith Renaud

Le Verbe est imprimé chez Imprimerie HNL
et est distribué par À l'Affiche 2000 inc.
et Diffumag.

Port payé à Montréal, imprimé au Canada.

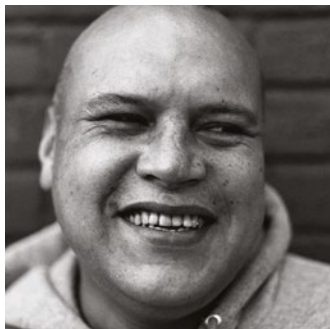
Dépôts légaux:

Bibliothèque et Archives Canada;
Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
ISSN 2371-4670 (imprimé)
ISSN 2371-4689 (en ligne)

2470, rue Triquet, Québec
(Québec) G1W 1E2
Tél. : 418 908-3438 • info@le-verbe.com
www.le-verbe.com

POUR ALLER PLUS LOIN

Shauit, reggaeman innu



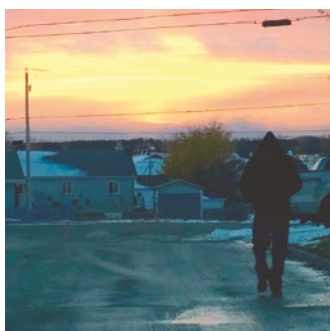
Shauit, c'est le premier et l'unique reggaeman innu au monde. Il chante en innu-aimun, la langue de ses ancêtres, et aussi en français, en anglais et même en créole, sur les scènes autochtones, québécoises et européennes. Par une prose libre et convaincue, Shauit dépasse les métissages. Il exprime avec une sincérité désarmante l'amour de son



peuple, de l'environnement et, enfin, de Dieu. Pour qu'au son du rythme sa quête rejoigne celle de tous ceux qui cherchent aussi leurs racines.

◀ **Lisez le texte de Sarah-Christine Bourihane.**

Opitciwan: là où le courant du détroit est fort



Alice et son petit-fils Joey s'installent à la table, sirotant leur café. « On prépare l'original ce midi; cet automne, on a passé 35 jours dans le bois », nous lance Alice. En levant les yeux sur le comptoir de la cuisine, on voit la pièce de viande emballée, prête à se faire découper. Éduquée dans la foi catholique par ses parents et ses grands-parents, elle entre dans un pensionnat à l'âge de sept ans. « On mangeait seulement des patates bouillies. Souvent elles étaient



noircies parce que ça faisait deux ou trois jours qu'elles étaient dans le gros chaudron. Du pain sur la table, pas de beurre, rien d'autre. »

◀ **Lisez le texte de James Langlois.**

Missions et rémission



Montréal, avril 2013. L'hôtel Le Reine Elizabeth est l'hôte de la Commission de vérité et réconciliation au Canada. Dans les salons du prestigieux établissement, des autochtones parlent, pleurent et parfois crient leur douleur.



Devant eux, des hommes d'État, des religieux, des journalistes écoutent silencieusement. Sur certains visages, des larmes coulent.

◀ **Lisez le texte d'Yves Casgrain.**



Pour recevoir **gratuitement** par la poste nos
6 magazines et 2 numéros spéciaux (116 pages),
abonnez-vous : le-verbe.com/abonnement

ÉMISSION SPÉCIALE



On n'est pas
du monde

**Le pape François à la rencontre
des premiers peuples du Canada.**

**En direct, tous les jours
du 24 au 29 juillet, 10 h**

Radio VM | youtube.com/leverbe | le-verbe.com/visitepapale